

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Pas encore, mais le député pourra constater que, pour la première fois, nous sommes disposés à étudier cette possibilité avec les représentants de cette société. A vrai dire, nous sommes également disposés à en discuter avec le premier ministre de Terre-Neuve, dans le cadre du projet d'aménagement de Gull Island.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA PROPOSITION DE MODIFICATION DE LA LOI RELATIVE AUX CAUSES MATRIMONIALES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Justice. Le ministre songe-t-il à présenter un projet de loi traitant de la réforme du divorce comme le proposait la Commission de réforme du droit, particulièrement à propos de rupture et a-t-il eu des consultations avec les gouvernements provinciaux en vue de ramener sous une seule compétence la question des divorces et des pensions alimentaires comme il avait été proposé?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Justice): Cette question a fait l'objet de nombreuses discussions et même d'une rencontre avec les procureurs généraux des provinces à Vancouver en juin dernier. Il y a eu des consultations et des discussions sur les divers aspects de la réforme du droit concernant le divorce et le droit familial. Il est ressorti de ces discussions que nous devrions mener certaines expériences à l'échelle nationale comme celle, par exemple, des tribunaux intégrés de la famille et que nous devrions songer à modifier la législation concernant la répartition de la propriété matrimoniale. Je suis heureux de signaler que nous avons fait des progrès considérables auprès des gouvernements provinciaux dans ces deux secteurs dans le cadre des politiques énoncées dans le discours du trône l'automne dernier. Pour ce qui est du troisième point, nous sommes engagés dans des consultations au sujet de la dernière partie du rapport de la Commission de réforme du droit qui traite de la dissolution du mariage. Je ne suis pas en mesure pour l'instant de dire quel projet de loi, s'il en est, est susceptible d'être présenté.

M. Baldwin: Afin d'accélérer cette démarche dont le progrès est plutôt lent, si je comprends bien les propos du ministre, j'aimerais savoir si l'honorable député est prêt à demander l'avis des représentants de la population et à présenter un Livre vert qui serait étudié par un comité de la Chambre et qui contiendrait des données pertinentes sur ce qui a été réalisé en vertu de la loi existante. Ce comité de la Chambre pourrait peut-être prêter ses services au gouvernement.

M. Basford: Monsieur l'Orateur, c'est là une excellente suggestion et nous sommes en train de l'examiner. Quant à la première partie de la question du député, je signale que des progrès réels sont réalisés dans les domaines au sujet desquels les procureurs généraux et moi sommes d'accord. Nous avons conclu une entente avec le gouvernement de l'Ontario concernant la création le 1^{er} juillet d'un tribunal de famille unifié. Nous avons l'accord de principe du gouvernement de Terre-Neuve. Au Manitoba, on est en voie d'en créer un, mais il a été

Questions orales

retardé pour des raisons budgétaires fort légitimes. Les discussions qui ont eu lieu avec le Manitoba ont montré que cette province était d'accord avec les objectifs définis il y a deux ans dans le discours du trône. Il y a eu également une discussion avec la Colombie-Britannique, portant sur le remaniement de son tribunal de la famille unifié et il y a un important projet d'évaluation en cours. Il me semble donc que dans ces domaines, où nous sommes arrivés à une entente, il y a eu un grand progrès d'accompli.

* * *

L'ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE

LA RENÉGOCIATION DU CONTRAT AVEC LA SOCIÉTÉ MARUBENI—DEMANDE DE GARANTIE QUANT À LA DOCUMENTATION ET À LA VÉRIFICATION VOULUES

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Elle découle de la réponse qu'il a donnée au député de Northumberland-Durham. Est-il vrai que l'Énergie atomique du Canada serait en train de renégocier le contrat passé avec la société Marubeni, qui est son agent officiel au Japon? Comme la compagnie Marubeni s'est déjà livrée à certaines pratiques commerciales douteuses dans le cadre de la vente d'avions au Japon par la compagnie Lockheed, et comme l'Auditeur général a dit au comité des comptes publics le 8 février dernier que toute entente conclue avec des agents qui ne fournissent pas la documentation nécessaire et ne suivent pas les pratiques habituelles de vérification de comptes susciterait les mêmes critiques que l'entente que l'EACL a conclue avec Shaul Eisenberg, le ministre peut-il assurer à la Chambre que toute entente négociée ou renégociée avec la compagnie Marubeni renfermera des dispositions nous assurant que la documentation voulue sera fournie et que les pratiques de vérification de comptes généralement suivies par l'Auditeur général seront respectées?

● (1450)

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je pense pouvoir donner ces assurances. En fait, je puis aller plus loin que cela et dire que le gouvernement a adopté un ensemble de directives pour ses sociétés de la Couronne; bien sûr, l'EACL sera tenue de s'y conformer.

PROPOSITION D'ABSTENTION DU RECOURS AUX SERVICES D'UN AGENT POUR LA VENTE D'UN RÉACTEUR AU JAPON

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. A cause de ce qui s'est passé jusqu'ici, cela ne m'inspire pas beaucoup confiance. Comme Westinghouse et d'autres compagnies qui vendent des réacteurs nucléaires ont décidé qu'elles n'avaient plus besoin d'avoir recours aux services d'agents, le gouvernement étudie-t-il la possibilité de suggérer à l'EACL de se dispenser d'utiliser un agent pour négocier son accord avec le Japon, vu surtout que nous avons des attachés commerciaux compétents à notre ambassade au Japon, comme dans bien d'autres pays partout dans le monde?